

3. Des promesses à tenir

Ces derniers temps, des changements concrets sont survenus dans la façon dont la communauté internationale, notamment dans l'hémisphère occidental, envisage l'interdépendance en matière d'investissement et de commerce. Des progrès réels ont été accomplis. Malgré une certaine lassitude consécutive aux négociations ayant mené à la conclusion de l'ALENA, et à l'Uruguay Round, d'autres voies entièrement nouvelles sont présentement explorées.

C'est essentiellement sur le plan multilatéral que les choses se passent, ou du moins entre pays industrialisés. Nous avons déjà parlé des efforts déployés pour régler les points demeurés en suspens au terme de l'Uruguay Round concernant le commerce de services et les marchés publics, des négociations visant l'adhésion de la Chine et d'autres pays à l'OMC, et de la récente décision de l'OCDE d'amorcer des négociations sur un éventuel accord multilatéral sur l'investissement. Les préparatifs de la première réunion ministérielle de l'OMC sont également en cours. Cette réunion qui doit avoir lieu à Singapour en décembre 1996 devrait permettre aux participants de se fixer un ordre du jour et d'entamer les démarches devant mener au lancement du prochain grand « round » de négociations commerciales multilatérales d'ici la fin de la décennie. Fait intéressant à noter, toutefois, ce sont les initiatives régionales qui retiennent le plus l'attention, et c'est là que sont en bonne partie investies les ressources de négociation et l'énergie créatrice disponibles.

Le régionalisme compte à n'en pas douter beaucoup plus aujourd'hui qu'en 1979, année où ont pris fin les avant-dernières grandes négociations multilatérales du « Tokyo Round ». Ce qui fait l'objet de négociations a maintenant un caractère très complexe et toujours plus vaste. Des joueurs partout plus nombreux sont prêts à s'engager plus à fond qu'auparavant, certaines économies nouvellement industrialisées étant toutefois plus tributaires du résultat que d'autres pays. Par ailleurs, certains pays en développement hésitent moins que certains pays industrialisés à prendre des engagements concrets au regard de réformes commerciales particulières (ce qu'illustre bien la vigueur avec laquelle certains pays latinoaméricains et asiatiques, par opposition à l'Union européenne, ont défendu pendant l'Uruguay Round l'idée de réduire beaucoup plus les subventions agricoles). Face à la multiplication des enjeux, et du nombre de joueurs prêts à s'y engager directement, mais souvent à contre courant, le jeu des négociations multilatérales se passerait aujourd'hui difficilement des efforts régionaux créateurs qui visent à faire avancer les choses et à les accélérer, ce qui a pour effet de stimuler l'ensemble du système international. À cet égard, trois initiatives régionales ont particulièrement retenu l'attention dernièrement, à savoir le